

Point de vue — Actualité — Présentation — Partenaires — Prévention — Eclairage — Personnel

Eclairage

TOURNAGE

POLICE CANTONALE VAUDOISE
DE L'ACTION À LA FICTION...

Actualité

FRANCOPHONIE

LA SÉCURITÉ
EN MAINS CANTONALES

Prévention de la criminalité

MANIFESTATIONS PUBLIQUES

LES GÉRANTS DE SÉCURITÉ CONSEILLENT



Polishop

Ces différents objets sont en vente à la réception de la Police cantonale vaudoise

Nouveautés



25.-

Bus VW T5
1:84



22.-

Opel Vectra
1:84



2.-

Stylo «BIC»



25.-

Stylo Caran d'Ache



5.-

Chiffon à lunettes



40.-

Conférencier avec
bloc-notes

Bien d'autres articles sont encore à disposition dans notre shop !

Sommaire

4 **Point de vue** DES DISPOSITIFS À DIMENSION HUMAINE

6 **Actualité** SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Le savoir-faire cantonal en matière de sécurité
au défi de Larousse

10 **Présentation** CET – CENTRE D'ENGAGEMENT ET DE TRANSMISSIONS

14 **Partenaires** ESU – L'ÉQUIPE DE SOUTIEN D'URGENCES

16 **Sur le vif** JOURNÉE SPORTIVE

18 **Prévention de la criminalité** MANIFESTATIONS PUBLIQUES

L'appui des gérants de sécurité

22 **Eclairage** TOURNAGE DU FILM DE LA POLICE CANTONALE

26 **Préventions routières** BILAN DES ACTIONS MOTARDS

Aux cols du Pillon, du Mollendruz et des Mosses



16 Les collaborateurs de la Police cantonale pratiquent assidûment le sport: un équilibre indispensable pour affronter toutes sortes de sommets... Sur le vif, cyclistes, footballeurs, marcheurs, etc.



22 Le film valorise le travail du policier en faisant ressortir l'aspect humain qu'il implique. Différentes valeurs apparaissent, comme la notion de service et d'utilité mais aussi les difficultés inhérentes à ce métier complexe et imprévisible.



N° 78 | septembre 2010

Rédaction

Jean-Christophe Sauterel
rédacteur en chef

Olivia Cutruzzola:
responsable d'édition

Marlyse Biderbost, Bertrand Dubois,
Pierre-Olivier Gaudard, Philippe Jatton,
Olivier Rochat

Photographies

Gabriel Fusco, Bertrand Dubois, Nicolas
Gruber, Nicolas Spring

Mise en page

BIC (Florence D. Perret)

Relecture

Anne-Danièle Reuss

Impression et photolitho

Swissprinters Lausanne SA

Abonnement

Revue distribuée gratuitement à tous
les membres de la Police cantonale,
aux polices vaudoises, aux polices
de Suisse, aux autorités civiles et
judiciaires cantonales et fédérales, aux
partenaires privés et à nos annonceurs.

Publicité

Swissprinters Lausanne SA
Kurt Eichler, Arnold Krattinger
Ch. du Closel 5, 1020 Renens
Tél. 021 349 53 49
kurt.eichler@swissprinters.ch

Contact

presse.police@vd.ch
021 644 81 90
www.police.vd.ch

© Police cantonale vaudoise
Toute reproduction autorisée
avec l'accord de l'éditeur



Paraît 4 fois par an
Tirage 4000 exemplaires
Tirage contrôlé par la REMP
(3153 exemplaires)

Editeur

Association de la Revue
de la Police cantonale vaudoise

Centre Blécherette
1014 Lausanne

Opération **Larousse** pour un Sommet convivial

DES DISPOSITIFS À DIMENSION HUMAINE

La Police a parfois un langage poétique. L'opération aurait pu être baptisée « Apollinaire », le canton de Vaud lui a préféré « Larousse ». A un poète de langue française né polonais, c'est un pédagogue bourguignon qui s'est substitué comme la Suisse a remplacé Madagascar au pied levé. Au terme du XII^e Sommet de la francophonie qui s'est tenu à Québec en 2008, rien ne prédisposait en effet Montreux à accueillir le sommet suivant puisque la grande île de l'Océan indien avait été désignée comme organisatrice. Un coup d'Etat, la rupture avec une démocratie encore balbutiante et l'instabilité qui a suivi ont conduit l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) à suspendre Madagascar et à rechercher un pays organisateur de remplacement. La Confédération offrant ses services dans la plus pure tradition des bons offices, elle fut retenue en décembre 2009 pour l'organisation du XIII^e Sommet. Montreux en est la ville hôte idéale.

Depuis cette date, je partage avec les autorités vaudoises et la population du canton la fierté d'accueillir sur notre sol cette grande conférence à laquelle participeront nombre de chefs d'Etats et de chefs de gouvernement du monde entier. Je me suis aussi vu confier, en ma qualité de Commandant de la Police cantonale, la responsabilité de la sécurité globale du Sommet. La Police cantonale, aux côtés de nombreux autres partenaires,

dont en tout premier lieu le SSCM, dont les compétences précieuses et l'esprit de collaboration ne seront jamais assez soulignés, a dès lors entamé une planification de dix mois. Se basant sur les expériences passées, un état-major pluridisciplinaire s'est constitué pour préparer l'événement. Relations avec la Confédération, information du Conseil d'Etat, budget, ressources humaines, renseignement, logistique, coordination avec les nombreux partenaires – que je renonce à énumérer, mais vers qui va au travers de cet éditorial ma reconnaissance – et bien sûr opérations de police proprement dites, les sujets traités par les cadres de police engagés sont vastes et complexes. La mobilisation des pleines capacités de la Police cantonale, avec l'appui des polices municipales dans un esprit de réforme, est un trait dominant de cette opération, avec cette volonté de faire valoir savoir-faire et compétence des forces de police de la même manière que le canton de Vaud et la ville de Montreux feront valoir la qualité de l'accueil.

Il n'est bien entendu pas encore temps de tirer un bilan – cela se fera de concert avec les autres représentants des pouvoirs publics engagés après l'événement – mais la période de planification, qui est bientôt derrière nous, me pousse d'ores et déjà à faire quelques réflexions.

Par le passé, mes prédécesseurs avaient déjà constaté la difficulté en



par Jacques ANTENEN

COMMANDANT DE LA POLICE CANTONALE

Suisse à coordonner un tel événement et la complexité à dégager des ressources, du fait du fédéralisme. Les précédents bilans mériteront d'être remis au goût du jour, car la police dans notre pays ne saurait se contenter du statu quo. Les nouvelles missions du Corps des gardes-frontières (par ailleurs un partenaire apprécié pour l'occasion), la nécessaire réflexion sur le rôle de l'Armée dans le domaine de la sécurité intérieure ou

dans un éditorial précisément destiné à vous informer, a été géré à satisfaction. Je relève toutefois la difficulté, qui n'est pas propre au Sommet de la Francophonie, d'informer à l'interne comme à l'externe sans que les fantasmes opérationnels ou journalistiques ne déforment les contours de nos dispositifs de sécurité.

En substance, il est opportun pour le Commandant de la Police cantonale de rappeler, à quelques semaines du Som-

sans cortège ostentatoire de sirènes de police. Notre mission de protéger les chefs d'Etat et de garantir la sécurité des délégations, par le contrôle des sites prévus pour l'événement, est compatible avec un accueil de qualité.

D'ores et déjà, je remercie tous les collaborateurs de la Police cantonale, tous les policiers d'autres corps et toutes les personnes appelées à jouer un rôle dans l'organisation pour leur enga-

LES PARTENAIRES TRADITIONNELS DE LA SÉCURITÉ SE CONNAISSENT ET S'APPRÉCIENT, DE SORTE QUE LES OBSTACLES SONT PLUS FACILEMENT SURMONTÉS

encore le développement accru de cet outil que sont les structures policières concordataires sont autant de sujets d'avenir.

Sur le plan vaudois, l'expérience engrangée ces dernières années a été largement bénéfique. Les partenaires traditionnels de la sécurité se connaissent et s'apprécient, de sorte que les obstacles sont plus facilement surmontés. L'autorité politique sait aussi appuyer ses services pour leur permettre de donner leur meilleur rendement. Même l'aspect communication, que je ne saurais taire

met, que celui-ci sera convivial, ainsi que l'ont souhaité les autorités. Les forces de sécurité sont fières de participer à cette ouverture avec des dispositifs à dimension humaine visant à engendrer le minimum de perturbations pour la population de Montreux et de la région. Une zone sécurisée sera graduellement mise en place pour assurer la protection des chefs d'Etat, mais le public est appelé à participer à l'événement, notamment au Village de la Francophonie. Les présidents seront accueillis avec les honneurs dus à leur rang, mais

gement et les sacrifices qu'ils consentent à l'occasion de cet événement de portée mondiale. Durant quelques jours, l'occasion leur sera donnée de faire briller la bannière cantonale sous le soleil de celle de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Je souhaite la bienvenue à tous les hôtes de la Suisse, du canton de Vaud et de la ville de Montreux, ainsi que de grandes satisfactions et plein succès à mes collaboratrices et collaborateurs et à l'ensemble des partenaires engagés dans l'opération «Larousse».



Le périmètre bouclé court
le long des façades nord
des trois édifices (Palace, Royal
Plaza, MMCC), puis jusque sur
les quais et au-delà sur le lac

*Le savoir-faire
cantonal en
matière de
sécurité au
défi de
Larousse*

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE À MONTREUX

DU 22 AU 24 OCTOBRE 2010



Eurofoot 08, G8, collaboration au World Economic Forum (WEF) de Davos ou à des conférences internationales à Genève : les officiers de la police cantonale vaudoise ont acquis une large expérience en participant à l'organisation de grands rendez-vous internationaux. En octobre prochain, avec le Sommet de la Francophonie à Montreux, policiers, pompiers, services sanitaires, militaires et « civilistes » comptent bien démontrer qu'à l'instar du tourisme, de l'économie, de la formation et de la culture, le canton de Vaud a quelques atouts à faire valoir en matière de sécurité.



Sous la responsabilité du commandant, Jacques Antenen, le major Patrick Suhner a la haute main sur la planification

Un beau défi à relever et l'opportunité de développer des compétences, c'est le sentiment qui se dégage d'un entretien avec le major Patrick Suhner, remplaçant du commandant de la Gendarmerie vaudoise, alors qu'il est en pleins préparatifs du XIII^e Sommet de la Francophonie.

Placé à l'enseigne de Larousse par les partenaires chargés de sa sécurité, ce grand rendez-vous international devait se dérouler à Madagascar. La Suisse a repris au pied levé le rôle de pays hôte. Montreux, et donc le canton de Vaud, en étroite collaboration avec la Confédération et le Département fédéral des affaires étrangères, seront ainsi sur le devant de la scène internationale à la fin du mois d'octobre. Gérer la protection des chefs d'Etat – dont le président français Nicolas Sarkozy – de leur délégation et la sécurisation des sites revient, pour l'essentiel, au canton d'accueil. Du coup, policiers et gendarmes seront tous mobilisés aux côtés des hommes des services de défense incendie et secours

(SDIS), services sanitaires d'urgence, de la protection civile (PCi) et de plus de 3000 militaires. Policiers et gendarmes du canton sont privés de vacances pendant tout ce mois d'octobre. « Nous devons mettre à disposition du sommet d'importantes ressources, et donc nous réorganiser durant quelques jours afin d'assurer la sécurité à Montreux et dans le reste du canton », souligne Patrick Suhner. Pour les cadres, depuis le début de l'année, les séances se succèdent à un rythme soutenu.

Sous la responsabilité du commandant de la Police cantonale, Jacques Antenen, le major Suhner ainsi que Frédéric Schaer, chef de projet pour le dispositif sécuritaire vaudois et remplaçant du chef de l'état-major cantonal de conduite (EMCC), ont la haute main sur les opérations. Coordonner les interventions et les tâches à tous les échelons, depuis les intervenants de la protection civile jusqu'aux policiers fédéraux chargés du renseignement, rien ne doit être laissé au hasard. Pas toujours facile de trouver les bons compromis entre des sapeurs-pompiers ou des médecins ou des infirmiers « urgentistes » pour qui, idéalement, tout doit rester accessible en cas de sinistre, et des policiers pour qui il est primordial de fermer les accès. « Mais on y parvient, parfois en dépit, ou grâce, aux personnalités de chacun ; l'essentiel est de faire en sorte que l'information circule entre tous les acteurs », retient Patrick Suhner.



SÉCURITÉ DES PERSONNALITÉS

Concrètement l'engagement des forces de sécurité comptera trois « fronts ». « Le premier, qui engage le plus de personnel et qui est le plus lourd du point de vue de la stratégie et de la communication, concerne la sécurité des chefs d'Etat et des participants au sommet », dit le major.

Pays hôte, la Suisse s'est engagée à garantir la protection des chefs d'Etat. Nicolas Sarkozy sera présent. Mais pourraient aussi venir sur les rives du Léman les premiers ministres du Canada ou de Belgique, mais aussi des dirigeants africains tels que les présidents du Sénégal, du Gabon, du Congo-Brazzaville ou encore de la République démocratique du Congo. Ces chefs d'Etat seront au centre du dispositif de protection que la Confédération se doit de leur offrir. Elle a chargé le canton de mettre en place l'aspect opérationnel. La police de sûreté, avec sa brigade renseignements et sécurité (BRES), dispose d'agents formés à la protection rapprochée des personnalités. Quelques policiers d'autres divisions sont aussi aptes à ce travail. Mais en l'occurrence l'effectif vaudois disponible est insuffisant.

Dès lors, la structure intercantonale (IKAPOL) autorise l'engagement de gardes du corps issus des organes de police d'autres cantons. « Parce que l'aspect linguistique et la compréhension entre tous les partenaires sont importants, nous avons fait appel aux cantons romands en premier lieu », précise Patrick Suhner. Pour ce volet de la sécurité des personnalités, la collaboration avec le Service fédéral de sécurité (SFS) et les services de renseignements de la Confédération (SRC) est capitale.

Eviter un très malvenu « entartage » et toute entrave à l'accès des personnalités aux sites de conférences est le premier souci. Mais penser aussi au pire,

Frédéric Schaer, chef de projet pour le dispositif sécuritaire vaudois et remplaçant du chef de l'état-major cantonal de conduite (EMCC)

8 Actualité

soit l'attentat, la prise d'otages ou les manifestations publiques de mécontentement fait partie de la mission des chargés de protection. Un risque qui se mesure, et peut évoluer, en fonction de l'actualité dans les pays invités, comme en Suisse.

ZONE SÉCURISÉE

La volonté première a été de rendre le sommet accessible au grand public, via le Village de la Francophonie qui se tiendra à 500 mètres du centre de congrès « Montreux music and convention centre » (MMCC), sous le marché couvert. Il n'est cependant pas possible d'assurer le bon déroulement d'un rendez-vous international de cette envergure sans établir une zone de sécurité. Comme atout, Montreux a celui de voir ses deux hôtels les plus prestigieux, le Palace et le Royal Plaza, implantés de part et d'autre du MMCC, siège de la conférence. Le périmètre bouclé court le long des façades nord de ces trois édifices, puis jusque sur les quais et au-delà sur le lac. Les grillages bâchés délimiteront ce périmètre et seront jalonnés de portails d'accès contrôlés par des policiers en uniformes. La zone sera totalement inaccessible au public entre le 21 et le 24 octobre. Les jours précédents il sera possible aux piétons de se déplacer sur les quais et la Grand-Rue.

Des agents de sécurité d'entreprises privées seront aussi engagés. La gestion du trafic routier et du stationnement sera confiée au personnel de la protection

civile et des policiers municipaux de la Riviera. L'ensemble sera sous le contrôle de la police cantonale.

ORDRE PUBLIC

Des policiers des brigades spéciales, le DARD (Détachement d'action rapide et de dissuasion), les conducteurs de chiens et les spécialistes du dépiégeage (GSD), seront aussi à pied d'œuvre. « Certes, la Francophonie n'est pas le G8, mais on ne peut pas écarter le pire scénario, c'est pourquoi ces spécialistes sont mobilisés », indique Patrick Suhner. Impossible, en effet, de ne pas envisager des manifestations de réprobation à l'encontre de l'un ou l'autre des chefs d'Etat ou de gouvernement présents, et suivant les mouvements socio-politiques se produisant dans leur pays pendant le sommet.

ARMÉE

Avec plus de 3000 hommes, l'armée assurera une forte part de la logistique (transports de personnes, de matériel et de ravitaillement). C'est aussi à elle que revient la couverture sécuritaire de la bulle aérienne interdite de survol sur le site sécurisé. Sur le modèle de l'engagement subsidiaire au profit des autorités civiles, l'armée sera peu visible à proximité du site, mais bien là dans les communes voisines. Ce sont ses avions et ses pilotes qui veilleront au grain dans l'espace aérien et assureront quelques déplacements de chefs d'Etat. Cependant la plupart de ceux-ci seront

conduits de l'aéroport de Genève-Cointrin jusqu'aux deux hôtels montreuens par l'autoroute, dans des convois automobiles protégés par des policiers.

L'ensemble du dispositif sera prêt au jour J, soit le lundi précédent le sommet. Il permettra aux participants, délégués et chefs d'Etat et de gouvernement d'aborder dans les meilleures conditions les thèmes de leurs délibérations.

B.Ds

LE COÛT DE LA SÉCURITÉ

Après avoir été fixé à 35 millions de francs, le budget total de ce XIII^e Sommet de la Francophonie a été ramené par le Parlement à 30 millions de francs. Il avait été de 80 millions de francs pour le XII^e Sommet, à Québec en 2008. La part dédiée à la sécurité est de 10 millions de francs, répartis à raison d'un tiers pour l'armée et de deux-tiers pour les forces actives en matière de sécurité sur le canton de Vaud, principalement la Police cantonale, mais également le Service de la Santé publique ou l'Etablissement cantonal d'assurances (ECA) pour l'engagement des pompiers et la PCi. Somme que le canton avancera avant que la Confédération ne la lui rembourse.



Les festivités se dérouleront au centre des congrès « Montreux music and convention centre » (MMCC)



Militaires et policiers, ici le plt Pascal Corno, ont survolé la zone en guise de reconnaissance afin de prendre les meilleures décisions en matière de sécurité

CONVIVIALITÉ AUSSI EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Convivialité, ouverture au grand public, mise à profit de ce raout international en tant que vitrine du canton, tels sont les mots d'ordre des Autorités vaudoises à l'occasion du XIII^e Sommet de la Francophonie. Ces options se répercutent aussi sur la question sécuritaire. Ainsi il n'y aura pas de soldats en uniforme et armés aux abords de la zone sécurisée. Pas davantage de barbelés sur son périmètre. Ceux-ci seront remplacés par des barrières de type « fus ter » similaires à des grillages de chantiers, recouvertes de bâches

colorées. « Notre volonté est de tout faire pour limiter au maximum les désagréments pour les habitants », souligne le commandant-remplaçant de la Gendarmerie, Patrick Suhner. « Par exemple, alors qu'en 2003, lors du G8 à Evian, Ouchy avait été rendu inaccessible des rives du lac jusqu'à l'avenue de Cour, ici, seules de petites portions de la Grand-Rue et de l'avenue des Alpes seront annulées, et encore ne le seront-elles complètement que durant les derniers jours du sommet », poursuit-il.

LE XIII^e SOMMET DE LA FRANCOPHONIE À MONTREUX DU 22 AU 24 OCTOBRE 2010

- * 3000 personnes sont attendues. Elles seront hébergées dans la plupart des hôtels de la Riviera et de l'arc lémanique
- * Des chefs d'Etat et de gouvernement de 70 pays membres ou observateurs y sont conviés
- * 200 millions de personnes dans le monde sont francophones
- * Le français est la 9^e langue la plus parlée sur la planète
- * Avec 96,2 millions de francophones, l'Afrique est le continent où le français est le plus parlé
- * Dans l'Union européenne, le français est la deuxième langue (16 %) après l'allemand (23 %) et devant l'anglais (15,9 %).
- * Plus de détails et le programme de la manifestation et des festivités annexes sont accessibles sur Internet à l'adresse : www.francophoniemontreux2010.ch

10 Présentation



Roger Bard fait partie des huit opérateurs de gestion du trafic du CET

PORTES OUVERTES SUR LE CET

Un engagement de tous les instants

Pas épargné par les événements ces derniers mois, le Centre d'engagement et de transmissions (CET) de la Police cantonale vaudoise fait face à des contraintes hors normes. Contre vents et marées, il reste le centre névralgique de tout ce qui se passe dans le canton en matière de sécurité.

Un défi constant pour ses collaborateurs.

Apporter la bonne réponse aussi bien au papa désespéré qui appelle à l'aide parce que son jeune enfant refuse de manger qu'à la postière victime d'un hold-up, c'est un peu la quadrature du cercle que d'œuvrer à l'un des neuf pupitres du CET. Il s'agit de poser les bonnes questions afin d'obtenir les informations les plus pertinentes des « appelants », souvent stressés ou en situation difficile. Dès qu'ils ont soulevé leur combiné téléphonique, les opérateurs doivent saisir, tantôt avec

tact, tantôt avec autorité, les demandes de celle ou celui qui est au bout du fil. En fonction des informations récoltées, il faut choisir entre les 265 modèles de procédures d'engagement à mettre en place. C'est à la fois beaucoup et trop peu, sachant que chaque cas est différent.

De partout dans le canton, hormis Lausanne ville, chacun qui compose le numéro d'urgence 117 (112 pour les Européens) abouti sur l'un des pupitres de ce sous-sol sombre et bruisant d'ap-

pels et de cliquetis des claviers. Alors que les aéroports ont des tours de contrôle en forme de miradors, la tour de contrôle de la sécurité dans le canton, elle, a été enterrée sous le centre de la Blécherette. Une implantation un peu symbole de la discrétion propre aux activités de police, certes, mais qui ne va pas sans peser sur ceux qui sont en poste ici. La lumière naturelle n'y pénètre que par quelques impostes. Des normes de la santé au travail voudraient qu'il y en ait dix fois plus. Le bruit est constant et intempêtif. Dans ce bourdonnement, il faut rester concentré afin de conseiller les collègues engagés sur le terrain et d'appeler les renforts nécessaires, ambulanciers, pompiers, policiers de la sûreté, juges, brigade canine, etc. A côté, devant les écrans reflète des 450 caméras jalonnant les tunnels et autres nœuds de trafic des 216 km du réseau autoroutier du canton, les opérateurs spécifiquement formés à la gestion du trafic routier ne peuvent pas rater l'événement qui pourrait poser problème.



Le commissaire adjoint Eric Flaction, Chef du CET, met parfois « la main à la pâte »

CENTRE D'ENGAGEMENT ET DE TRANSMISSIONS

DIX POUR CENT D'AUGMENTATION ANNUELLE

Cartes d'appels. C'est sur ce formulaire numérique que sont répertoriées les demandes traitées ici. « Les pics annuels se produisent en été, de juin à août. Lors d'une «petite» journée 150 événements sont recensés; les jours les plus agités en compte 350, et donc autant de gestions, des opérations », relève le commissaire-adjoint Eric Flaction, chef du CET et du Bureau de renseignements de police (BRP). « En moyenne 200 événements sont recensés quotidiennement. Et ça augmente chaque année de 10% », précise-t-il.

Pour assurer le fonctionnement de la centrale 24 heures sur 24, chaque jour de l'année, les opérateurs fonctionnent en tournus de trois fois huit heures. Ils assurent l'une des trois plages horaires sept jours d'affilée et passent à une autre la semaine suivante. « Ces cadences supposent des facultés d'adaptation et de récupération plus importantes que celles du commun des mortels », relève

Eric Flaction. Il faut, en effet, pas mal de souplesse et de motivation pour renoncer à une vie sociale normale, se laisser emporter par le sommeil à la tombée du jour lorsque la prise de service intervient très tôt le matin, ou se donner un temps de «détresse», lorsque l'on quitte son job l'esprit encore agité par les événements qu'il a fallu gérer. « Il est vrai qu'il y a un avantage; quand ils quittent leur place de travail, mes gars peuvent «décrocher complètement». Contrairement à leurs collègues d'autres brigades, ils n'ont pas à se préoccuper d'un rapport qui reste à rédiger; ce sont leurs collègues opérateurs au CET qui prennent complètement le relais », concède le commissaire-adjoint.

DES REMÈDES CONTRE L'INFLATION

Au fil des ans la fonction et les tâches du CET ont évolué. Les locaux construits en 1991 étaient conçus pour l'utilisation permanente de 2 à 3 postes de travail. En 2007 ont été regroupés ici les opérateurs de trafic jusque là installés dans les

centres régionaux de Bursins et Rennaz. Afin d'être efficace dans des situations très particulières, telles les attaques à main armée, il a fallu mettre des pupitres spécifiques à disposition afin de permettre à un ou deux opérateurs de piloter l'événement. Tant et si bien que, sur la surface où étaient disposés six pupitres, il s'en trouve neuf aujourd'hui, dont sept sont occupés au plus fort de la journée. C'est dire la promiscuité qui règne dans cette ruche. « S'ajoute à cela que l'effectif du personnel du CET n'a pas bougé depuis 4 à 5 ans », souligne Eric Flaction. Afin de réduire la pénibilité au travail un rapport a été demandé à un groupe de spécialistes de la santé au travail formé d'ergonomes et de psychologues. Le document confirme qu'il y a lieu, au minimum, de revoir la configuration des lieux. « Une solution raisonnable économiquement consisterait à créer une terrasse sous véranda qui offrira davantage de place et de lumière », note Eric Flaction.

B.Ds

12 Présentation

CET : CARTE D'IDENTITÉ

Effectif :

- * Chef : Eric Flaction, commissaire-adjoint
- * 24 opérateurs « police »
- * 8 opérateurs « trafic »
- * 3 collaborateurs de direction
- * A qui s'ajoutent, pour le bureau de renseignements de police (BRP), sept collaborateurs

Formations :

- * Tous les opérateurs « police », ont une formation de policiers complétée par 10 à 15 ans d'activité dans diverses brigades ou unités
- * Les opérateurs « trafic » sont d'anciens aides de police à la Gendarmerie ou d'anciens employés du Service des routes

L'AÉROGRAPHE ROCK'N ROLL DU POLICIER

Le plus dur pour le caporal Girardet, au CET, c'est le confinement. Le confort est minimum au sous-sol du centre de la Blécherette, avec pour seul éclairage naturel la lumière issue d'une imposte et le bruissement quasi continu des conversations téléphoniques que lui-même et ses collègues entretiennent avec les appelants du 117 ou les patrouilles actives dans le canton. «Alors quand je sors j'ai besoin de m'aérer», lâche l'opérateur. En été, il se défoule sur le Léman en pratiquant le wakeboard.

METTRE DES IMAGES SUR LA RÉALITÉ

Autre difficulté du CET pour lui. Le manque d'images. «On gère des paroles, le son des appelants; il nous manque l'image et celle-ci est importante pour se faire une idée précise de ce qui se passe sur le terrain et ainsi d'engager les moyens adéquats», fait-il remarquer. Il n'y a pas de hasard à cela. C'est que notre homme est un «visuel». La photo il connaît bien pour la pratiquer assidûment lors de ses voyages aux quatre coins de la planète. Mais plus encore c'est la peinture qu'il pratique en amateur très éclairé. Dans l'atelier de sa maison, armé de son aérographe, il orne de flammes, de personnages de bandes dessinées et d'images issues de la culture rock, les réservoirs d'essence des Harley Davidson de ses amis, et amies, bikers. Ses thèmes préférés ? Tout ce qui a trait à la saga de l'ouest américain, sauvage ou urbain, à la science fiction ou à la

Lorsqu'il quitte les locaux du Centre d'engagement et de transmission (CET), Karl Girardet a besoin de grands espaces. Mais aussi de céder à sa marotte, la peinture à l'aérographe. Il met le feu, en image bien sûr, à des réservoirs de motos; des Harley de préférence.

culture médiévale. Le grinçant Woody Woodpecker revient aussi parfois sur ses «boillons» peints. L'artisan décore aussi des casques de motards, de hockeyeurs ou des snowboards. «Je fais ça pour mon plaisir; ça ne doit pas devenir une activité secondaire», précise-t-il avant d'ajouter à propos de la relation avec ses clients: « je travaille sur commande, mais le thème retenu doit me convenir».

Dans la même veine, ou presque, il arrive à Karl Girardet de refaire le look de scooters. Des Vespa le plus souvent. Là aussi le résultat est fort séduisant. Son blog: swisscoast.centerblog.net permet de se faire une idée de son talent.

L'image, la peinture, le dessin sont des amis de toujours pour l'opérateur du CET. A l'école, le dessin était sa leçon favorite. Adolescent, il était habile à «tunner» des «boguets». Mais alors pourquoi ne pas être allé vers la filière des Beaux-arts? «J'ai fait du dessin classique, mais l'école d'art n'est pas mon truc; trop abstrait, c'est pas mon registre», lâche-t-il. Ce qui ne l'empêche pas de temps à autres d'aller à la découverte d'une exposition de grands peintres. Et pourquoi pas, cet été, faire un passage au musée lausannois de l'Hermitage pour y voir les œuvres d'Edward Hopper, le peintre américain.

B.Ds

Points de repères

- * Karl Girardet
- * 34 ans
- * Caporal
- * Apprentissage de policier à Lausanne en 1992
- * Au Centre d'engagement et de transmission depuis 1^{er} janvier 2010





450 caméras jalonnent les tunnels et nœuds de trafic dans le canton

SE TOURNER VERS LES AUTRES SANS S'OUBLIER SOI-MÊME

Il y a l'opérateur expert pêcheur, celui qui passe du temps à entretenir les terrariums de ses reptiles ou encore celui qui joue de l'aérographe. Erwin Klein, lui, donne de son temps comme chauffeur et accompagnant. Mis sur la voie par l'Association des services bénévoles vaudois (Asbv), il conduit, deux à trois fois par semaine, un bus de l'Ensemble hospitalier de La Côte (EHC). Il transporte des personnes âgées entre leur domicile et les Unités d'accueil temporaire (UAT) d'établissements médico-sociaux de Morges. Comme ses autres

Parce qu'il en ressent le besoin, que son horaire le lui permet et qu'il faut savoir passer à autre chose lorsqu'il quitte les pupitres du CET, le sergent Erwin Klein accompagne des personnes bénévolement.

collègues du CET, il sait qu'il est nécessaire de se dégager du stress de l'activité quotidienne en pratiquant des loisirs actifs ou des habitudes rééquilibrantes.

UNE THÉRAPIE PERSONNELLE !

Le sergent parle même de thérapie personnelle lorsqu'il évoque son engagement de bénévole. L'écoute, l'empathie font l'objet de formation pour les agents du CET. Ces notions, le sergent les développe encore dans son job bénévole. «Quand la personne âgée que vous accompagnez lors d'une sortie vous fait

quelques confidences, qu'une autre vous accorde un sourire traduisant qu'elle se trouve bien avec vous, ou qu'elle insiste pour partager une partie de carte, vous êtes gratifié. Ce sont des marques de remerciement, mais ce n'est pas uniquement pour ça que je donne de mon temps», dit-il, «Si je le fais c'est d'abord un besoin personnel. Cela peut paraître paradoxal pour une action tournée vers les autres, mais si vous le faites en attente d'une reconnaissance, vous vous trompez d'activité». Gare aussi à ne pas trop en faire pour soulager sa conscience. Savoir dire stop à une activité assez vite chronophage et gérer son temps est important.

CONTRAINTES ET AVANTAGES

Travailler en trois fois huit, avec à chaque semaine une plage horaire différente est contraignant. Cela a, en revanche, l'avantage de dégager, à un rythme régulier, des heures de temps libre en journée. «C'est aussi grâce à ça que je peux offrir mes services en tant que bénévole», souligne Erwin Klein. Généreux, l'opérateur du CET s'est aussi formé, dans le cadre de cours conçus par Pro Senectute, à l'aide aux seniors en matière de gestions de leurs relations administratives (comptes, gestion d'assurances, etc.).

B.Ds



Points de repères

- * Erwin Klein
- * 55 ans
- * Sergent
- * Ecole d'aspirant en 1977
- * Au Centre d'engagement et de transmission depuis 2000

EQUIPES DE SOUTIEN D'URGENCES (ESU)

La vie nous réserve parfois des situations dramatiques que nous ne pouvons gérer seul. Une assistance spirituelle et psychologique en situation d'urgence, mieux connue sous Equipes de soutien d'urgences (ESU) est en place depuis plusieurs années. Ces femmes et ces hommes sont mobilisés rapidement par les services d'urgence, via le Centre d'engagement et de transmission (CET) de la Police cantonale vaudoise, pour soutenir des personnes touchées par un événement tragique, permettant de mobiliser les ressources nécessaires et de solliciter leur entourage.

Réalisé par Philippe Jaton

Un drame vient de se dérouler et les services de secours sont sur place. Des personnes sont blessées, décédées, sous le regard hagard des différents acteurs. S'ensuit le ballet des services de secours, des ambulanciers avec le service médical d'urgence, des policiers, des pompiers, puis d'un hélicoptère et de son équipage. Dans ce tourbillon, chacun connaît son travail: secourir, sauver, aider, renseigner. Mais là, au milieu du chaos, des êtres humains ont été touchés dans leur chair. Plus tard, il faudra annoncer à une famille le décès d'un être aimé, soutenir une personne responsable, soutenir des témoins.

INTERVENANTS

Face à ces situations de fragilité et de détresse humaine, les Eglises chrétiennes ont choisi d'offrir ensemble une présence et des compétences aux victimes et à leurs familles. Il s'agit de professionnels de la relation, formés à intervenir dans des situations traumatisantes, composés d'une cinquantaine de pasteurs, de diacres, de prêtres et de

théologiens laïcs. Les intervenants sont particulièrement sensibles aux questions humaines et spirituelles qui se posent dans des contextes de désarroi, de violence et de mort. Ils s'engagent à respecter la confidentialité de ce qu'ils entendent et constatent.

Lors d'événements dramatiques, l'accompagnement précoce permet d'anticiper les fortes réactions psychiques et les troubles existentiels chez les victimes. Ces dernières peuvent mettre des mots sur l'événement et exprimer leur souffrance, mobiliser leurs propres ressources et solliciter l'entourage, être attentive aux réactions de stress traumatique et au processus de deuil. Une évaluation des ressources et des besoins permettra, le cas échéant, de se mettre rapidement en réseau avec d'autres professionnels.

Les interventions sont offertes par l'Eglise évangélique réformée vaudoise et l'Eglise catholique, dans un esprit œcuménique et sans prosélytisme, grâce à l'engagement bénévole des intervenants. Un soutien financier de différents partenaires, comme le Bureau d'égalité

entre les hommes et les femmes, apporte un soutien dans cette démarche.

Au début du projet, la dénomination de la structure était: aide immédiate des églises – assistance spirituelle. Sur le terrain, les policiers avaient beaucoup de peine à proposer cette aide immédiate, les gens ne voulant pas entendre parler de l'église, par méfiance. Un sondage a permis de modifier ce nom et c'est sous l'appellation Equipes de soutien d'urgence (ESU) que l'aventure a continué. Dans une deuxième phase de l'intervention, une assistance spirituelle et psychologique en situation d'urgence peut être proposée.

HISTORIQUE

L'aumônerie spirituelle d'urgence (ASPUR) a vu le jour dans les pays nordiques et germaniques. La Suisse alémanique a suivi la tendance, puis en 2004 le canton de Vaud. «Des ambulanciers et des pompiers ont approché une aumônière et un pasteur dans deux régions différentes du canton, afin d'obtenir un soutien pour les familles et les victimes lors d'événements traumatisants», explique M. Pierre Bader, pasteur et un des initiateurs de la mise sur pied de cette organisation.

Une première structure a démarré et en 2006, le Conseil d'Etat mandatait deux personnes pour la mise en place de ce concept, en collaboration avec la Police cantonale vaudoise, le médecin cantonal, le Bureau d'égalité entre femmes et hommes ainsi que la Commission cantonale de la lutte contre les violences domestiques. Le projet cantonal

UNE AIDE PSYCHOLOGIQUE EN CAS D'URGENCE

a commencé le 1^{er} novembre 2006 pour une période probatoire de 6 mois, puis a été reconduit. Dès ce moment-là, un groupe de pilotage a été accrédité, comprenant quatre secteurs pour le canton, sauf pour la ville de Lausanne. Dans cette commune, c'est l'Association vaudoise des psychologues qui a créé une branche police.

PROFIL DES INTERVENANTS

Une formation professionnelle complète dans le ministère et une pratique professionnelle de cinq ans avec un âge minimal de 30 ans est le profil type pour approcher cette activité. Cette expérience de vie permet d'obtenir une formation spécifique pour l'assistance spirituelle et psychologique d'urgence et éventuellement d'une formation en debriefing ou d'une formation équivalente. Mme Corine Richard, diacre, a été

nommée coordinatrice œcuménique des équipes de soutien d'urgence. Elle a la charge de coordonner ce groupe cantonal comprenant quatre équipes régionales.

FORMATION

L'activité des Equipes de soutien d'urgence (ESU) est de travailler dans le soutien mais pas dans l'urgence. Du reste, la formation de l'aumônier d'urgence mentionne clairement qu'il s'agit d'une tâche exigeante, nécessitant une connaissance approfondie d'autrui et de soi. L'intervenant n'est là que pour un temps. Plutôt que de s'imposer comme ressource, il cherche à mobiliser en premier lieu celles des personnes impliquées, puis celles de leur entourage. «Faire le moins possible, mais tout ce qui est indispensable» insiste Mme Corine Richard. Cette formation donnée par l'Office protestant de la formation (OPF), en colla-

boration avec le Réseau national d'aide psychologique d'urgence (RNAPU) et le Centre Catholique Romand de formation permanente, comporte trois modules se déroulant sur une quinzaine de jours. Une formation continue est prévue après ce laps de temps. L'enseignement comprend la connaissance des divers intervenants sur un lieu d'urgence, leurs tâches et les collaborations possibles. Viennent ensuite l'introduction du soutien psychosocial et spirituel d'urgence, les aspects psychologiques du soutien immédiat et post-immédiat, un entretien d'évaluation, des stages dans des unités d'intervention cantonales et l'écriture de deux rapports d'intervention. L'impact des situations sur l'intervenant fait partie de cette formation très riche en expérience personnelle et de groupe. Un exercice de grandes catastrophes fait également partie de cette instruction.



Près de 100 interventions chaque année

2008 et 2009 ont vu respectivement 90 et 94 interventions de l'ESU réparties de façon homogènes dans les quatre régions du canton. Trois interventions sur quatre sont initiées par la Police cantonale vaudoise. Le 80% du travail est effectué à la suite d'un décès et pour le solde, c'est un soutien qui est apporté dans des situations inhabituelles à des témoins, par exemple.

Pour info ou contact :

Mme Corine Richard,
coordinatrice,
corine.richard@protestant-vaud.ch
ou 079 406 91 22

Corine Richard et Pierre Bader sont à l'origine de la mise sur pied des Equipes de soutien d'urgences dans le canton de Vaud

16 Sur le vif





Plus de 300 policiers sportifs au Mont-sur-Lausanne

Le mardi 22 juin 2010, les policiers vaudois ainsi que des policiers français de Montbéliard et des gardes frontières se sont adonnés toute la journée à la pratique du sport! Ils ont participé à la journée sportive de la Police cantonale vaudoise au Mont-sur-Lausanne.

Sans chronomètre et dans la plus grande convivialité, les sportifs se sont affrontés dans des épreuves aussi diversifiées que le football, le cyclisme sur route, le VTT, la course à pied, le nordic walking mais aussi le tennis ou la pétanque.

Un tour en images...





Dialogue et anticipation sont les clés d'une fête réussie

L'appui aux autorités communales et aux organisateurs de manifestations publiques

Cette tâche de prévention menée par les gérants de sécurité de la Div prév est peu connue et pourtant combien importante. Les manifestations festives augmentent chaque année en nombre et en importance.

Actuellement, nous vivons un effet d'exagération évident. Décider d'organiser une manifestation est facile, passer à la réalisation pratique est une autre paire de manches.

Une fête qui va réunir plusieurs milliers de personnes doit être structurée et minutieusement préparée. Les aspects sécuritaires et préventifs sont importants et ont un coût certain. En mettant sur pied de tels rassemblements, il ne

faut pas perdre de vue que les organisateurs et les autorités communales ont des responsabilités évidentes qu'elles soient civiques, juridiques ou civiles. Poser un cadre strict et cohérent aux organisateurs en matière de sécurité publique peut paraître contraignant sur le moment mais représente la garantie certaine du respect de la liberté de chacun sur le long terme.

Après discussion avec les organisateurs, le gérant de sécurité donne un préavis sécuritaire aux autorités communales. Il arrive que celui-ci soit négatif si l'organisateur et/ou les autorités communales ne veulent pas suivre ses recommandations en terme de sécurité.

L'AVENIR PROCHE

Un projet de «portail informatique unique» au niveau du canton, pour l'annonce et l'organisation des manifestations publiques est en cours. Associant tant les communes que les polices municipales, les services de l'Etat concernés et la police cantonale, cette «entrée unique» facilitera la vie des organisateurs qui établiront leur dossier de fête en remplissant les différentes rubriques qui leur seront soumises. Des informations techniques et préventives seront à leur disposition sur ce site et les services communaux comme cantonaux recevront rapidement les dossiers. Ainsi, les différentes autorités du canton disposeront d'une vision globale des manifestations publiques et les organisateurs d'un canevas simple à utiliser; ce qui ne supprimera pas pour autant les séances de travail pour discuter de la faisabilité des projets.

AUTORISATIONS ET RESPONSABILITÉ

Une manifestation publique doit être autorisée par les autorités de la com-



© FVJC

Anticiper ses aspects sécuritaires contribue à rendre convivial un rendez-vous festif

mune sur le territoire de laquelle elle aura lieu, mais aussi, suivant les circonstances, par différents services de l'état. La responsabilité inhérente aux dommages survenus aux personnes et aux biens durant une manifestation présentant un risque incombant cumulativement ou alternativement à plusieurs personnes et autorités, soit:

- le propriétaire du lieu où se déroule la manifestation, propriétaire privé ou collectivité publique,
- le locataire de ces lieux, privé ou collectivité publique,
- l'organisateur de la manifestation.

Dès l'instant où une manifestation se déroule sur le territoire communal prêté ou loué, la responsabilité générale des autorités communales est engagée sur la base des articles 2, 42 et 43 LC.

Enfin, il faut savoir que les autorités ne sauraient s'exonérer de leur responsabilité sous prétexte qu'elles ne sont ni propriétaire, ni locataire des lieux, si elles n'ont pas pris, fait prendre et contrôler les mesures raisonnablement nécessaires pour ramener le risque à la norme ou si elles ont autorisé la manifestation alors qu'elles auraient dû l'interdire (recommandations à l'usage des autorités compétentes en matière d'autorisation et de contrôle de manifestations publiques, réponse du conseil d'Etat à la motion d'Yves Guisan et consorts du 05.07.95 – rapport NOPS – juin 97).

Pierre-Olivier Gaudard, Chef de la div.
Prévention de la criminalité

MANIFESTATIONS PUBLIQUES

*Comment les **gérants de sécurité** réduisent les risques d'incivilités*

Mettre sur pied un rendez-vous festif public comporte des risques sérieux pour les organisateurs. Sans être monnaie courante, bagarres, comas éthyliques, consommation de stupéfiants et dégâts matériels restent trop fréquents. Anticiper, faire en sorte que se rencontrent promoteurs de l'événement et responsables de la sécurité, tels sont les mots d'ordre des gérants de sécurité de la division prévention de la criminalité qui sont à disposition du public.

20 Prévention de la criminalité

Internet et ses réseaux sociaux, les sms des téléphones portables, les messageries électroniques directement réacheminées sur les natels: il est loin le temps du bristol joliment calligraphié reçu dans votre boîte aux lettres deux mois avant que n'ait lieu la généreuse fête estivale programmée par vos amis. Aujourd'hui, en quelques heures, des petits malins invitent à un «botellon» autour de prétextes souvent futiles, voire de thèmes douteux. Cet été quelques Municipalités ont été prises au dépourvu. La fête a même viré au cauchemar lors de la «Love Parade» du 24 juillet à Duisbourg (All.) où 21 personnes ont perdu la vie.

Le bureau des manifestations

Les Gérants de sécurité ne sont pas seuls à examiner les dossiers des organisateurs de fêtes. En effet, toutes celles qui se déroulent, tout ou partie, sur le domaine public, doivent obtenir l'aval de l'un ou l'autre des trois gendarmes rattachés au bureau des manifestations. Les adjudants Pierre-André Feuz et Alexandre Cornu et le sergent-major Pascal Fontaine, s'occupent, respectivement, des manifestations publiques, des manifestations sur les lacs et les cours d'eau et des manifestations sportives. Des régates, aux mariages, jusqu'aux fêtes géantes, tel le Paléo festival, dès qu'il est question d'accès sur les routes publiques, de parage, de signalisation routière ou de déviation, les dossiers des organisateurs aboutissent sur les bureaux de l'un de ces spécialistes. Chaque année environ 600 manifestations (250 sportives, 250 publiques et 100 rendez-vous lacustres) sont examinées. «Pour une dizaine de dossiers par an, nous mettons en garde les organisateurs et leur proposons des solutions alternatives tenant mieux compte de la sécurité; notre objectif est de tout faire pour que les manifestations se déroulent au mieux», souligne Pascal Fontaine.

B.Ds.

Lois, règlements ou simples recommandations, il n'est pas aisé de faire le tri entre ce qui est permis, toléré ou interdit en matière de manifestations publiques. Sur son site Internet, la Police cantonale a mis en ligne (<http://www.vd.ch/fr/themes/securite/prevention/gerants-de-la-securite/>) une liste de contrôle (check-list manifestation publique) qui répertorie judicieusement les dispositions à prendre en mentionnant où iront les responsabilités en cas de pépins. Mais les contacts virtuels, les échanges de courrier et d'appels téléphoniques sont une chose. C'est encore mieux de rencontrer, sur le site de la fête à venir, les responsables, les municipaux, les policiers et les chargés de secours. Telle est la consigne de l'adjudant Willy Mermod, gérant de sécurité du secteur Nord vaudois.

L'EXEMPLE

DE CORCELLES-PRÈS-PAYERNE

A quarante jours d'une fête sous chapiteau mise sur pied par la société de Jeunesse campagnarde de Corcelles-près-Payerne et d'un habitant de la localité, l'adjudant accompagné du sergent-major Yves-Olivier Jaccard, sous-chef du poste de Payerne, se sont rendus aux abords du stand de tir du village. Avec le municipal de police de Corcelles-près-Payerne, Laurent Savary, et les organisateurs, ils font le point sur le dispositif à mettre en place pour une «Swiss party» prévue à fin août. Le municipal s'interroge. Le thème du rendez-vous n'est-il pas synonyme d'exclusion? «Le chapiteau, sa disco et les bars seront accessibles à tout le monde sans restriction», rassurent les initiateurs. Willy Mermod s'enquiert de la présence d'agents d'une entreprise de sécurité privée. «Pour ce type de fête et le millier de personnes attendues, il faut au minimum six agents lors de chacune des deux soirées», fait-il savoir. «C'est ce qui est prévu, mais ce sera modulable au gré de l'affluence et des événements; l'agence retenue aura du personnel en réserve au cas où il y aurait des problèmes et leur effectif pourra être réduit en fin de nuit», indique l'organisateur et le délégué de la société de Jeunesse. La gestion du trafic automobile et du stationnement des véhicules, l'accès facilité pour une ambulance et les véhicules de police sont aussi au cœur de la discussion. Un plan permet de se faire une idée précise

de la configuration du chapiteau et des aires de fête annexes. Un flyer invitant aux deux soirées montre deux jeunes femmes en tenue folklorique légèrement vêtues. Le gérant de sécurité rappelle que les exigences sont différentes quant aux limites d'âge des spectateurs si un show de danseuses dévêtues est prévu.

Pour les retours des fêtards, les responsables ont fait appel à une entreprise de taxi. «Attention à la réglementation sur les taxis, il serait utile de faire un appel d'offres à au moins deux ou trois sociétés», fait remarquer le sergent-major Jaccard. Petite contestation des organisateurs pour qui une seule offre serait suffisante, avant qu'ils n'acceptent de revoir leur projet.

PATROUILLES

Ces concessions faites et les précautions prises de leur côté, les initiateurs et le municipal obtiennent des gendarmes la garantie qu'il y aura des patrouilles au village et dans le secteur lors des deux soirées de fête.

Gestion des déchets sur l'aire des réjouissances, établissement d'une police d'assurance responsabilité civile à hauteur de cinq millions de francs plutôt que trois millions, information à l'hôpital de Payerne à propos des deux soirées, rien ou presque n'est laissé au hasard. «Le risque zéro n'existe pas, mais on doit tout faire pour éviter de

Nicolas Bulliard, co-organisateur de la Swiss Party est passé du scepticisme à l'enthousiasme à propos des préparatifs liés à la sécurité



tomber dans les excès imbéciles», lâche Willy Mermod pour qui «une fête réussie est celle qui se termine bien». Dans son classeur, le gérant de sécurité a fait figurer les coupures de presse décrivant les soirées qui ont mal tourné dans la région. Le dossier répertorie aussi les genres musicaux et le type de jeune public qui y est associé. Apprécier le risque en fonction du genre de fête fait partie du mandat du gérant de sécurité. «Qu'ils aient lieu en plein-air ou sous chapiteau, c'est sûr que nous ne demanderons pas autant de précautions pour un concert de musique classique que pour une soirée rock ou hip-hop», relève l'adjutant.

B.Ds

LOURD MAIS PRÉCIEUX

«La première fois qu'on a eu à mettre en place ce type de rencontre, c'était l'an dernier pour un giron. On a eu des réunions une fois par mois. Je me suis dit que c'était beaucoup trop lourd et démesuré», se souvient Nicolas Bulliard, membre de la société de Jeunesse de Corcelles-près-Payerne et co-organisateur de la Swiss party de fin août. Mais l'exercice terminé, l'entrepreneur forestier broyard est convaincu que le jeu en vaut la chandelle. «Après coup, je me suis rendu compte que ça nous a permis d'aborder un maximum de choses et finalement d'être prêts. Ces séances permettent d'anticiper 90% des événements, c'est très utile, et se rencontrer avec tous les partenaires sur le site des festivités est beaucoup plus simple que d'aligner les échanges de courriers, mails et coups de téléphone», remarque le jeune patron.

Le sergent-major Yves-Olivier Jaccard (à droite) et l'adjutant Willy Mermod (au centre) à l'écoute des organisateurs

Le gérant de sécurité Willy Mermod (2^e depuis la droite) et les organisateurs de la «Swiss Party» se sont rencontrés sur le site de la fête



Le papillon de la manifestation donne aussi aux gérants de sécurité quelques indications sur son contenu



Utile et gratuit

Se réunir avec les gérants de sécurité est donc fort utile sur le plan de la prévention. D'autant plus que ce service est gratuit. En effet, l'intervention, la préparation du dossier et les déplacements des gérants de sécurité de la division prévention de la Police cantonale sont gracieusement offerts aux organisateurs et à la commune. En revanche, si des incidents se produisent et qu'un service de maintien de l'ordre (MO) doit être engagé par la Gendarmerie, les organisateurs pourraient devoir y aller de leur poche.

B.Ds

LA POLICE CANTONALE FAIT SON CINÉMA...



Du lundi 21 au mardi 29 juin 2010, nombre de gendarmes et inspecteurs ont troqué le « bleu » de travail pour revêtir l'habit de scène. Sous la lumière des projecteurs, ils ont donné le change face caméra. Une première expérience cinématographique pour beaucoup d'entre eux ! Souvent patients, parfois pudiques mais toujours de bonne humeur, ils ont largement contribué à ce que la Police cantonale fasse son cinéma ! En tournage, comme si vous y étiez...

BRIGADE DU LAC, OUCHY

Mercredi 16 juin 2010

Les premières images du court-métrage ont été tournées avec la brigade du lac à Ouchy... Le cpl Xavier Disler et l'adj Claude-Alain Bart se sont prêtés au jeu.

Réalisé par Olivia Cutruzzolà



Le cambrioleur, joué par Jérémy Voïta, photographe à l'Identité judiciaire, a pris la fuite en direction de Cossonay. Poursuivi par les gendarmes, il se cache dans l'Etang du Sépey, entre Cossonay et la Chaux... Le réalisateur n'hésite pas à se jeter à l'eau pour les besoins du tournage ! Et use de quelques astuces techniques...

Les plongeurs de la brigade du lac Léman, ici le sgt Pierre-André Vulliamoz, ont prêté main-forte afin d'assurer la sécurité des acteurs et techniciens. « Cani » et son maître, le cpl Eric Briand, accompagnés du sgt Alain Grandjean, finissent par interpellier le fuyard...



... le cambrioleur est emmené au CB pour les contrôles d'usage, une audition et la confrontation devant la victime du cambriolage...

... pendant ce temps, le véhicule dérobé par le cambrioleur est passé au « peigne fin » par les gardes frontières de l'Equipe de Vérification des Automobiles (EVA). Rien ne doit être laissé au hasard : un butin peut s'y trouver !

CAMBRIOLAGE, LUTRY – COSSONAY

**Lundi 21 juin 2010 /
Mercredi 23 juin 2010**

Après avoir « visité » une villa, un cambrioleur est en fuite ! La Police cantonale le recherche activement...





TENTATIVE DE SUICIDE, MONTREUX

Jeudi 24 juin 2010

Montreux, Rue de la Paix. Un homme campe, haut perché, sur son balcon, arme à la main, et menace de se suicider...

En dernier recours, les spécialistes du Détachement d'action rapide et de dissuasion (DARD) cernent le bâtiment, y pénètrent puis forcent la porte de l'appartement dans lequel est muré le « forcené »... Le pire est évité !

Le « forcené » est solidement posté sur son balcon et se fait de plus en plus menaçant. Les pompiers déploient leur coussin de sauvetage...

Qui dit intervention spectaculaire, dit présence de nombreux journalistes ! L'Officier de presse Philippe Jaton gère la communication sur place...



ACCIDENT MORTEL DE LA CIRCULATION, LE MONT-SUR-LAUSANNE

Mardi 29 juin 2010

Le Mont-sur-Lausanne, Ch. de la Naz. Un scooter est violemment heurté par un véhicule. La conductrice du deux roues décède sur le coup!

Le rôle de la conductrice du scooter est interprété par Jessica Trost, apprentie à la Division presse et communication. « Grimée » pour l'occasion, elle a courageusement assumé un rôle pourtant... pas facile!

Une toute petite équipe, mais quelle énergie!

Producteur : Jean-Louis Porchet

Réalisateur : Kamal Musale

Assistante de production : Manon Germond

Assistant caméra : Julien Tardent

Assistant réalisateur : Sonia Rossier

Preneur de son : David Puntener

Les partenaires « urgence » ont généreusement collaboré au tournage. Entre patience, gaieté et réalisme... Pompiers, ambulanciers, médecin du SMUR et pompes funèbres du Service de protection et de sauvetage (SPSL) de la ville de Lausanne, dépanneurs de SDA SA à Crissier, sans oublier l'équipage de la REGA, spécialement venu pour le tournage entre deux interventions réelles!

Au retour des beaux jours,
les **motards** ont été sensibilisés au

DANGER DE LA VITESSE

En deux jours, ce sont environ 500 motards qui ont sillonné le col des Mosses

En marge de la campagne helvétique «Slow down. Take it easy», la Police cantonale vaudoise a mis sur pieds une campagne ponctuée par diverses actions de prévention mais également de répression. Le pilote professionnel vaudois, Bastien Chesaux, s'est fortement impliqué dans le projet en participant à diverses actions, notamment la campagne d'affichage «La route n'est pas mon circuit».

MONT-LA-VILLE, COL DU MOLLENDRUZ

21 mai 2010

Organisateurs : TCS VD, Police cantonale vaudoise avec les gendarmes de la Prévention routière et animateurs de la Fédération motocycliste suisse (FMS)

Participation : une trentaine de motards de passage sur le col entre 16 h et 19 h

Activités : dialogues avec les motocyclistes de passage. Faire passer le message qu'une vitesse adaptée permet d'éviter chutes et accidents.

COL DU PILLON

13 juin 2010

Organisateurs : les polices cantonales romandes et bernoise, le bpa, le TCS VD et la commission de sécurité routière de la Fédération motocycliste suisse (FMS)

Participation : 150 motards

Activités : simulateur moto; parcours d'équilibre mis en place par le TCS section Vaud; lunettes de simulation de consommation d'alcool; installation de contrôle de la vitesse laser ainsi que présentation de plusieurs cas d'accidents graves impliquant des motocyclistes; grande parade des gendarmes motocyclistes romands avec le pilote vaudois Bastien Chesaux.



Le sgtm Yvan Ruchet, de la Division Prévention routière, soutient les «courageux» qui ont porté les lunettes de simulation de consommation d'alcool...

COL DES MOSSES

3 et 4 juillet 2010

Organisateur : Moto-club Aigle

Participation : 500 motards environ sur les deux jours
Les gendarmes de la Prévention routière de la Police cantonale vaudoise ont tenu un stand de discussion et d'information.

AVEC PHILIPPE FÜLLEMANN, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SECTION VAUDOISE DU TCS

Propos recueillis par Olivia Cutruzzolà

Philippe Füllemann, la Police cantonale vaudoise mise tant sur la répression que sur la prévention pour continuer de faire prendre conscience aux motards du danger qui les guette sur la route. Qu'en pensez-vous ?

L'un ne va pas sans l'autre ! La répression est là pour contrôler si l'éducation est faite correctement. Il est certain qu'à la vue des incivilités routières et du nombre d'accidents, il y a de gros progrès à faire en matière d'éducation. Que la gendarmerie procède à des actions éducatives et répressives est une bonne chose. Expliquer d'une part à la population le pourquoi de nos actions est important. Donner le message d'autre part que la répression ne sert pas uniquement à remplir les caisses de l'Etat mais à assurer la sécurité routière et à diminuer le nombre d'accidents l'est tout autant.

Malgré nos efforts soutenus, nous constatons toujours beaucoup d'accidents graves ou mortels de motards. Quelles seraient vos solutions pour tenter d'améliorer cette situation ?

La solution idéale ou parfaite n'existe pas, mais il faut mettre toute notre énergie pour s'en rapprocher. Nous pouvons agir sur la formation, les infrastructures routières et auprès des constructeurs de motocycles. Tous doivent collaborer en bonne intelligence. Cependant, il ne faut jamais oublier que l'acteur principal reste le motard lui-même car c'est en premier lieu son comportement qui va influencer sa sécurité sur la route ! C'est peut-être à ce niveau-là que les moyens manquent. Le respect d'autrui tend à s'estomper avec le temps. Le système de formation est devenu totalement caduc et on se refuse à l'accepter. Un élève conducteur peut rouler avec un deux roues sans pour cela avoir suivi au préalable une formation. Les apprentis motards ne reçoivent qu'une faible base initiatique qui n'est pas adaptée aux puissances des motos actuelles. En premier lieu, il s'agirait de revoir le sys-



Les gendarmes motocyclistes romands ont paradé en compagnie du pilote vaudois Bastien Chesaux

tème de formation par le biais notamment des centres de formation que l'on trouve dans toute la Suisse. Pourquoi ne pas effectuer les premiers tours de roues dans ces centres pour apprendre les premières manoeuvres et être à l'aise au guidon de sa moto avant de se lancer sur la route ? En deuxième lieu, les infrastructures doivent impérativement évoluer et ne pas se borner à respecter des normes non adaptées à la circulation routière d'aujourd'hui. Par exemple, les doubles glissières installées sur la route Blanche sont indispensables pour la sécurité du motard. Le réseau routier est vieillissant et devient dangereux (création de trous, taccage, gravier). Il faut prévoir un investissement financier conséquent pour permettre d'assurer une bonne qualité du réseau et apporter des solutions aux points noirs. La vie des usagers en dépend. Enfin, les constructeurs de motocycles ont fait beaucoup évoluer la moto en matière de sécurité (freins hyper performants, pneus haute qualité, maniabilité, réduction du poids et surtout standardisation de l'abs, du contrôle de traction) mais elle reste toujours limitée dans sa

protection. La puissance des véhicules ne fait que croître et, pour beaucoup, dépasse les capacités physiques d'une personne. La moto est un moyen de locomotion et non un symbole de défoulement. Pour cela, il existe les circuits. Je suis conscient que la Suisse est parent pauvre dans ce domaine mais un circuit ne serait pas la solution. Il faudrait un concept de plusieurs pistes adaptées en Suisse avec une limitation de bruit. Les personnes qui veulent rouler vite auront leurs terrains de jeux et arrêterons ainsi de risquer sur la route.

Le Vaudois Bastien Chesaux, pilote professionnel en catégorie 600 Supersport, a accepté de prêter son image à notre campagne de prévention ! Quel impact son implication peut-elle avoir sur le conducteur moto de tous les jours ?

Bastien représente le rêve pour beaucoup de motards, tout comme Thomas Lüthi ou Greg Junod. Le fait d'apporter son image à cette campagne contribue à sensibiliser le public concerné et à susciter une réflexion sur le comportement à adopter soit sur une piste spécifique ou plus respectueusement sur la route.

Le Sgt Renato Pozza, de la Division Prévention routière, sensibilise les motards aux dangers qu'ils peuvent rencontrer sur la route



"La route n'est pas mon circuit"

Bastien Chesaux
pilote Supersport 600



 **POLICE**
cantonale vaudoise

